



I. CONTEXTE

Il y a exactement huit ans, dans un discours à la nation à l'occasion de la célébration du 55^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi le 1^{er} juillet 2017, le Président Nkurunziza avait invité tout citoyen à faire un effort de contribution financière, "en signe de consolidation de la souveraineté nationale et de l'amour patriotique". Ainsi, la famille présidentielle a versé à la banque centrale un montant de cinq millions de FBU (environ 3,000 USD) à titre de contribution pour les prochaines élections de 2020.

Depuis ce premier dépôt présidentiel, plusieurs composantes de la nation à savoir les confessions religieuses, ministères, hommes d'affaires, associations etc. ont suivi l'exemple - de gré ou de force - mobilisant leurs bases pour répondre à cet "appel au patriotisme". Afin de s'assurer que tous les burundais sans exception participent à l'effort, une ordonnance conjointe du ministère de l'intérieur et celui en charge des finances portant modalités de collecte de la contribution de toutes les catégories de la population est sorti en date du 11 décembre 2017, ordonnance fixant les montants des contributions pour les fonctionnaires, les non-salariés ainsi que les autres personnes physiques et morales.

Contrairement, à cette époque de Nkurunziza, huit ans après, sous la présidence de Ndayishimiye Evariste, dans un contexte économique plutôt précaire où la population est plus démunie, n'a pas accès au carburant, devises, aux engrais chimiques car raflés par les hautes autorités, n'a pas accès à plusieurs produits de premières nécessités, les contributions en cours sont forcées au Burundi notamment pour les élections de 2025 et suivant. Les membres du parti au pouvoir, CNDD-FDD, collectent des fonds auprès de la population, souvent de manière coercitive. Les montants demandés varient en fonction de la catégorie sociale et du statut économique des contribuables. Les fonctionnaires, les commerçants et les cadres sont tenus de contribuer des sommes plus importantes. Les contributions sont collectées par les membres du parti CNDD-FDD, souvent en collaboration avec les administrateurs locaux. Les collecteurs utilisent des méthodes intimidantes pour obtenir les fonds, notamment en menaçant les contribuables de représailles s'ils ne paient pas.

Les contributions forcées sont illégales et violent les droits de l'homme. Elles créent une atmosphère de peur et de répression, et empêchent la population d'exercer librement ses droits politiques. Cette situation est ainsi alors que le secrétaire général du parti CNDD-FDD « Ndikuriyo Révérien avait appelé dans sa lettre du 18 Aout 2024, aux membres et sympathisants à contribuer financièrement et de manière volontaire du 19 au 29 août 2024 pour soutenir la campagne électorale en vue des élections 2025.

Cette contribution électorale divise. Lancée sans aucune consultation et surtout entachée de multiples abus et irrégularités dans sa collecte, imposée par le parti CNDD-FDD à toute la population sans distinction de membre ou non. Pour le pouvoir et ses partisans, c'est plutôt une occasion encore comme il en a été le cas pour les élections de 2020, de prouver à la communauté internationale que le pays peut lui-même organiser un scrutin "crédible et transparent" avec un financement 100% national.

Selon les informations recueillies par la Ligue Iteka auprès de la population burundaise, des recommandations suivantes sont perceptibles :

- **Arrêter les collectes de fonds forcées et illégales ;**
- **Protéger la population contre les intimidations et les représailles, ne plus refuser ou fermer certains services sociaux aux populations qui n'ont pas contribué car l'acquisition des documents administratifs est un droit et un droit ne s'achète pas et leur délivrance suit les procédures prévues par la loi ;**
- **Respecter la liberté de contribution et de participation politique ;**
- **Assurer la transparence et la responsabilité dans la gestion des fonds publics ;**
- **De garantir les droits et les libertés publiques pour tous ; de préserver la paix et la sécurité pour tous ;**
- **Garantir la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ;**
- **Rappeler l'engagement du gouvernement burundais, des acteurs politiques, de la société civile et de la communauté internationale pour améliorer la situation des droits de l'homme au Burundi ;**
- **Rappeler le Gouvernement burundais à restaurer un Etat de droit et démocratique en renforçant la culture des principes démocratiques qui se manifeste lors des processus électoraux ;**
- **Renforcer la culture de la tolérance politique, des institutions démocratiques et garantir des élections libres et transparentes.**

Il est essentiel que les autorités burundaises et la communauté internationale prennent des mesures pour mettre fin à ces pratiques et protéger les droits de l'homme au Burundi.

II. OPINIONS ET INCIDENTS MAJEURS LIÉS À LA COLLECTE DE CES CONTRIBUTIONS

II.1. PROVINCE CANKUZO

En province Cankuzo, au niveau de chaque commune, pour avoir un document administratif tel que la carte nationale d'identité, extrait d'acte de naissance, attestation de naissance, extrait d'acte de mariage, attestation d'identité complète, ...on doit avoir payé au moins 2 000 fbu de développement communal, sur présentation des pièces justificatives des frais pour exploitation de marais à raison de 7 fbu le mètre carré, payé l'impôt pour le bétail, logement, foncier, ...

Pour le compte du parti au pouvoir, CNDD-FDD, chaque fonctionnaire dudit parti doit signer un O.V.P (ordre de virement permanent) selon son niveau et le montant est retiré directement à son compte bancaire et viré au compte du parti mensuellement et de façon indéterminée. Le montant varie selon le grade et la fonction : 2 000 fbu, 5000 fbu, 10 000 fbu, 15 000 fbu, 50 000 fbu, ...

Toujours pour le compte du parti CNDD-FDD, et pour se préparer aux élections, ce parti exige à chaque citoyen, qu'il soit membre ou pas de donner sa contribution : 5 000 fbu pour les hommes et femmes, 1 000 fbu pour les jeunes ayant l'âge de voter. On donne un reçu attestant la contribution. Mais, dans certaines localités, on ne donne que ce reçu de 1 000 fbu.

Les contributions ont été demandées aussi par la province Cankuzo pour extension des bureaux provinciaux qui étaient trop insuffisants : au moins 11 bureaux et une salle de réunion ont été construits. Les contribuables étaient la province elle-même, les natifs résidents ailleurs, les communes, les différents services publics, les commerçants, les fonctionnaires, les ONG. Mais, il n'y avait pas d'obligation.

En termes de ceux qui collectent ces contributions, on cite pour le cas de la commune, c'est le personnel communal, pour le compte du CNDD-FDD, l'OVP est effectué depuis le compte bancaire de chacun vers le compte du parti au niveau national.

Pour les contributions électorales, la collecte est effectuée en même temps par les Imbonerakure, les Bakenyerarugamba, les chefs de collines et les chefs des rues dans les quartiers. Pour la province, tout contribuable versait volontiers son montant à un compte ouvert à cette fin

-Incidents majeurs observés : au niveau communal, toutes les couches de la population n'ont pas accès à l'accueil pour exprimer leurs besoins, n'ont pas accès à certains services sociaux de base par manque de documents administratifs délivrés par la commune.

Pour les contributions électorales, grogne de la population surtout que même les vulnérables ne sont pas épargnés. Cas particulier en commune Cendajuru où les personnes qui n'ont pas de reçus de contributions n'ont pas accès de fréquenter les marchés. Ça été le cas ce vendredi le 30 août 2024 au marché de Twinkwavu où les Imbonerakure ont encerclé le marché pour exiger les reçus pour y entrer, ou payer la contribution soit retour en arrière.

Signalons que ces contributions sont forcées, pour le cas des communes, celui qui n'a pas contribué n'a pas accès aux documents administratifs par conséquent il perd certains services.

Pour les contributions électorales, elles sont exigées même pour ceux qui ne sont pas militant du CNDD-FDD et les populations ne fréquentent pas certains lieux comme les marchés (en commune Cendajuru)

La population, y compris les militants du CNDD-FDD se demande si le parti CNDD-FDD est supérieur au pouvoir administratif et surtout à l'institution du Président de la République qui a avoué que le budget pour les élections est déjà disponible. Les contributions électorales devraient être volontaires et non forcées. Et surtout, ne pas demander une contribution aux militants des autres partis ou les sans parti.

II.2. PROVINCE RUTANA

La contribution à Rutana varie de 1 000 fbu par personne en âge de voter mais il y a des écarts au sein des fonctionnaires de l'Etat à l'exemple d'un Directeur de l'ECOFO : 15 000 fbu, un Maître responsable : 10 000 fbu, un Directeur d'Ecole post-fondamentale : 25 000 fbu, un Préfet ou directeur technique : 20 000 fbu, un Enseignant à l'ECOFO (D6, D7): 5 000 fbu, un Enseignant de niveau universitaire: 10 000 fbu, un DCE: 100 000 fbu, les conseillers à la DCE: 50 000 fbu.

Tandis que les contributions pour les fonctionnaires de la santé, sont organisées comme suit : Un Titulaire CDS : 50 000 fbu, un Infirmier : 10 000 fbu, un Docteur communal: 100 000 fbu, un Planton: 5 000 fbu

Selon les mêmes sources, la date limite pour ces contributions, pour les fonctionnaires de l'éducation était le 10 août 2024 tandis que pour ceux de la santé était fixée au 15 août 2024. Chaque directeur d'Ecole va collecter les contributions de ses enseignants et les remettre au DCE, ce dernier va les verser au compte n° 17421520103-41 Bancobu. Les reçus de contribution vont les parvenir après le paiement de tout le monde. Les responsables collinaires et des quartiers du parti au pouvoir sont mobilisés pour la collecte des contributions des populations. Aucun incident visible sauf qu'on est habitué aux appellations données aux gens qui ne donnent pas ces contributions comme opposant (Ibipinga) au gouvernement pour cela on a peur des conséquences et par contrainte on donne ces contributions et de peur de ne pas accéder aux services publics. L'opinion locale souligne que ces contributions devraient être payées par les membres du parti au pouvoir seulement car les reçus sont du parti au pouvoir. Si c'est à l'Etat d'avoir organisé ces contributions, on devrait recevoir des reçus de la CENI

II.3. PROVINCE RUYIGI

On dénombre à Ruyigi des Contributions demandées par le parti au pouvoir pour soutenir les élections et les Contributions lors de la journée de la solidarité. Pour les contributions électorales, le montant varie selon la classe de la population. En effet, les chefs des services par exemple les directeurs des écoles payent 10 000 fbu et un simple citoyen paie 2 000 fbu. La collecte des contributions forcées a pris fin samedi le 24 août 2024 et les versements sur les comptes ont été impérativement faits le 26 août 2024, et une fois pour chaque cas.

Les chefs des Imbonerakure dans les zones et les Imbonerakure comme par exemple le chef des Imbonerakure dans la zone de Ruyigi sont en charge de la collecte. Sur les services comme DPE, on est entré bureau par bureau, mais il y a des personnes à qui on n'a pas demandé ces contributions et ces dernières pensent qu'elles risqueront des représailles du fait qu'elles ont été ciblées comme opposants. Jusqu'à présent aucun incident majeur vu ou entendu dans la localité. Tandis qu'on entend ailleurs des violences, dans la zone de Ruyigi, on n'a pas encore ressenti des violences y relatives.

Ces contributions sont forcées car, on ne distingue pas de contribuables, tous citoyen doit contribuer qu'il soit membre du parti au pouvoir ou pas et la population le fait par peur des conséquences du non-paiement (surtout celles destinées aux élections). Néanmoins, c'est la grogne

surtout du côté des membres des autres partis ou des sans parti. La population aimerait que les contributions en rapport avec la politique doivent être données par les membres de la formation politique en question. Il serait judicieux de laisser les gens libres de toute contribution suite à la misère qui les mine partout.

Il est recommandable que le Gouvernement devrait demander des aides ailleurs dans les pays amis.

II.4. PROVINCE KARUZI

A Karuzi, les collectes des contributions aux élections de 2025, ménage par ménage ont terminé mais les collecteurs circulent avec les tickets pour chercher ceux qui n'ont pas payés ou ceux qui n'étaient pas chez eux lors du passage dans leurs ménages ou sur les lieux de travail. On a distingué les contributions du bas peuple, des moyens, de contributions des plus forts :

- Pour le bas peuple, les contributions sont de 1.000 f à 5.000 f par exemple, un paysan qui n'a rien, contribue 1000 f, ce lui qui a quelque récolte donne 2.000 f et un petit commerçant ou éleveur donne 5.000 f
- Les moyens sont des fonctionnaires qui contribuent entre 5.000 f et plus quand leurs responsables contribuent entre 25.000 F et plus
- Les plus forts sont les autorités administratives, chefs d'entreprises, les représentants du peuple et hauts dignitaires qui contribuent tout le salaire mensuel.
- Les collecteurs sont les responsables du parti CNDD FDD à partir des cellules jusqu'au niveau de la zone ;

Toujours dans cette province, nos sources confirment jusqu'à actuellement, aucun incident n'est observé. Toutefois déplore encore le caractère forcé de ces contributions dont les collecteurs intimident les gens en leurs disant que celui qui ne contribue pas est considéré comme un opposant au CNDD FDD et sera corrigé (IGIPINGA KIZOPINGUGWA) ; quant aux commerçants qui contribuent pour leurs boutiques et magasins et le ménage, eux se retrouveront leurs boutiques fermées.

L'opinion locale se lamente de ces contributions menaçantes alors qu'elle vive dans une situation économique précaire : les caféiculteurs se lamentent de contribuer alors qu'ils n'ont pas été payé de leurs vente de café, les commerçants se lamentent des contributions alors que les produits ont monté sur le marché et la chute de la monnaie burundaise où les déplacements des marchandises coûtent trop cher et le manque criant du carburant ; certains se disent que ces contributions ne sont pas pour les élections mais pour voler les votes car les dirigeants du CNDD FDD savent déjà qu'ils ne pourront pas gagner suites aux malheurs qu'ils ont infligé à la nation.

La population en générale vive dans une panique extrême où personne ne peut présenter son opinion ou poser une question aux autorités, même les membres de ce parti ont peur de refuser à de tels actes que les inquiètent et suivent moutonnement sans rien revendiquer. Les membres du parti au pouvoir souffrent doublement car, a cote de ces différentes contributions, ils doivent se payer les tricots et les pagnes du parti sans condition selon les événements organisés.

II.5. PROVINCE MUYINGA

Ces contributions consistent en paiement des frais d'une somme variant entre 1000F et des millions selon la catégorie ou statut sociale du contribuable.

Pour les familles modestes, on les taxe d'une somme de 1000F pour chaque enfant de moins 18 ans, 2000F pour ceux en âge de voter, et 5000 pour les parents cultivateurs tandis que les fonctionnaires paient 10.000F chacun.

Les commerçants contribuent selon la taille économique de ces marchandises, donc leur valeur. Toutes fois, nul ne peut donner une somme inférieure à 20.000F. Il y en a qui paient voire 2 millions. La fréquence n'est pas encore précise car celui qui paie reçoit un reçu du parti CNDD FDD et on nous dit que c'est une fois pour toute. On ne contribue pas 2 fois pour les mêmes élections sauf ceux qui seront sur les listes électorales, ils vont payer la caution.

Ces contributions sont collectées par les jeunes Imbonerakure qui tendent des cordes-barrières sur les routes et les entrées des marchés pour contrôle et vérification de ceux qui ont payé ou pas; les responsables administratifs et les chefs de service.

Les incidents majeurs sont les intimidations qui entourent cette opération, personne n'est épargnée qu'on est, soit affilié à ce parti politique ou non, ceux qui résistent sont parfois injuriés, intimidés voire refusé d'entrer dans les marchés ou d'avoir certains services administratifs dont les reçus de paiement ont été constitués comme des laissez-passer. L'autre incident c'est la pauvreté qui hante la population qui mange à peine une fois par jour et qui est obligé de se faire violence pour vivre dans la paix avec ces Imbonerakure qui sont très agressifs.

Ces contributions sont forcées d'abord pour les partisans des partis politiques autres que le CNDD FDD car eux ils vont contribuer dans leur parti politique d'origine, ensuite ce sont des élections nationales et non du CNDD FDD, donc on devrait contribuer pour l'Etat et non pour le compte du parti CNDD FDD, enfin mêmes les partisans de ce parti ne sont pas à l'aise, ils sont les plus pauvres car la majorité est une masse paysanne, donc ils ne contribuent pas à leur volonté.

L'opinion locale se lamente de ces sommes demandées alors qu'il est très difficile d'avoir de l'argent ces derniers jours, il n'y a pas de travail même si on trouve quoi faire les choses sont très chères, l'argent d'aujourd'hui n'a plus de valeur dans ce pays, une somme de 100.000F n'achète rien aujourd'hui, c'est une période de rentrée scolaire où tout le monde se bat pour avoir le matériel scolaire et les frais d'envoi des enfants à l'école surtout que le déplacement aujourd'hui est casse-tête suite à la pénurie du carburant, donc leur demander ces contributions c'est comme si on les tire de la corde à la gorge.

Elle demande à l'administration que cette collecte illégale et illégitime soit arrêtée, qu'on ait pitié de nous car nous n'avons même pas quoi manger et on nous demande de l'argent alors que nous n'avons pas de travail, au secrétaire général du parti CNDD FDD, très hon Révérien Ndikuriyo de comprendre que tous ne sont pas du parti CNDD FDD et ne pas les demander ces contributions, Au ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et du développement communautaire : Que la police prend en main la sécurité publique et protège la population contre ces contributions forcées en enlevant ces barrières de collecte de fonds car cela nuit à l'économie familiale censée protéger. Au ministre de la justice d'user de ses prérogatives pour arrêter ces contributions illégales.

II.6. Province de NGOZI

Les membres du CNDD FDD passent d'une maison à l'autre pour collecter la somme allant de 1 000 à 10 000 fbu. La population est sommée de contribuer l'argent et le contributeur reçoit en retour un reçu portant les emblèmes du CNDD FDD. La fréquence est jusqu'à maintenant une fois pour toutes mais on n'est pas sûr qu'ils ne reviendront pas. Ces contributions sont collectées par les membres du comité collinaire du parti CNDD FDD. Jusqu'à maintenant il n'y a pas d'incident

signalé car celui qui n'a pas la dite somme fixe les délais pour régulariser. La contribution est forcée car personne n'est épargné

Pas de commentaire proprement dit mais dans les coulisses, les gens se lamentent de la situation socioéconomique précaire. Certains disent que contribuer pour les élections est une activité hors la loi, le président de la République a déclaré que personne ne sera obligé de contribuer car même le reliquat pour les précédentes élections n'est pas encore écoulé. Quant aux recommandations: que les collecteurs de ces contributions cessent ces opérations et attendent la décision des responsables du pays.

II.7. PROVINCE KIRUNDO

Comme dans d'autres localités du pays, la contribution pour les élections de 2025 s'y déroule.

Pour cet effet, certains sont contraints de la donner à contre cœur, on demande absolument de l'argent. La fréquence est maximale car la collecte est faite en passant porte à porte, pour toute personne qui aura l'âge de voter en 2025. Le montant qu'on demande est de 1000f pour ceux qui ont peu de moyens, 2000 f pour les moyens, 5000f pour les fonctionnaires et les petits commerçants, 10000f pour les chefs de service et plus pour les grands commerçants et les cadres.

Les collecteurs sont les membres et leaders du parti CNDD FDD sur les collines qui sont au pouvoir en connivence avec certains administrateurs locaux surtout ceux qui sont partisan du parti au pouvoir. Des incidents sociaux y compris la privatisation de certains droits s'observent à titre d'exemple : les jours du marché, pour y entrer, on leur demandait le reçu de cette contribution. Ces contributions sont forcées car elle est devenue une obligation et aucune loi régissant ladite collecte et en plus n'apporte aucun intérêt commun. La population n'a aucun autre choix que de donner ladite contribution malgré des murmures grognant sur cet acte.

En date du 29 août 2024, dans l'après-midi, dans la salle des réunions du lycée Kirundo, en province Kirundo, tous les commerçants de la province Kirundo ont été invités et participés dans une réunion du Secrétaire provincial du parti CNDD-FDD, Ferdinand Habimana, de la nouvelle province Butanyerera. Le seul point à l'ordre du jour est de collecter les contributions des commerçants aux élections prochaines. Le secrétaire du parti CNDD-FDD à Butanyerera a exigé que chaque commerçant qu'il soit membre du parti CNDD-FDD ou non doit se lever et dire la somme de sa contribution puis leur a obligé de commencer par leur salutation du parti " Tugire CNDD-FDD, CNDD-FDD Ramba" « Ayons le CNDD-FDD, CNDD-FDD soit durable » puis la commune d'origine, le nom et la somme à contribuer et on enregistrait. Tous les commerçants se lamentent car ce parti avait déjà collecté cette contribution via une équipe qui passait dans leurs magasins y laissant des quittances du CNDD-FDD par boutique et par ménage contre une somme payée.

Depuis le 25 août 2024, Afazari HAMUDU, rwandais, ex-membre de l'armée de Havyarimana Juvénal, représentant des commerçants de la province Kirundo, distribuait des invitations par force et exige aux commerçants qui ne sont même pas des membres du CNDD-FDD de se présenter dans une réunion du secrétaire du parti CNDD-FDD de la future province Butanyerera en date du 29 août 2024 dans la salle de la DPAE et exige une somme de 30 000 fbu par commerçant. Il disait que ceux qui ne seront pas présents, seront considérés comme des opposants (ibipinga) et que personne ne sera plus excusé. Ladite réunion a vu la présence de 35 commerçants et a débuté à 12 heures quand l'organisateur s'est présenté alors que les commerçants l'attendaient depuis 8 heures. Comme le nombre des présents n'était pas suffisant, il a ordonné une autre réunion de l'après-midi dans la salle des réunions du lycée Kirundo vers 15 heures. Il leur a intimidé que celui qui sera

absent paiera une amande de 500 000 fbu. Hamudu était le premier organisateur des manifestations contre le Rwanda sous le régime de Nkurunziza.

Incident en rapport avec les contributions, en date du 29 août 2024, sur la colline Kibonde, commune Busoni, province Kirundo, M. S., membre du parti UPRONA enseignant de l'ECOFO Rubuga1 a été refusé d'entrer au cabaret dudit centre. Selon les témoins, Il venait du mariage de son ami et en passant, il a voulu prendre de la bière mais à son entrée au Bar il a été demandé un reçu de contribution pour les élections. Répondant qu'il ne savait pas ce qui se faisait, on lui a répondu que la bière est réservée aux dits contribuant. Il est sorti du cabaret sans toutefois reçu de la bière qu'il cherchait.

Selon la population, la contribution ne devrait pas être obligatoire, on demanderait à contribuer ceux qui le veulent et aussi membre de ce parti. S'il devienne obligatoire, il devient une violation et des effets majeurs s'en suivent. Quant aux recommandations, le fruit de la démocratie devrait être effectif et laisser la population libre de leurs opinions et ne pas être contraints aux contributions pour les élections par un parti encore au pouvoir aux non membres.

II.8. PROVINCE DE CIBITOKÉ

En date du 4 août 2024, plusieurs responsables administratifs majoritairement issus du CNDD-FDD ont répondu présents aux réunions auxquelles ils avaient été conviés la veille (3 août 2024) lors de la célébration de journée nationale dédiée aux communes. Lors de ces réunions, ils avaient pour point du jour "la collecte des contributions aux élections". Toutefois, cette collecte avait déjà commencé mais pas publiquement plutôt cette réunion était pour rendre public et étendre partout et pour tous, cette collecte.

Actuellement cette collecte continue même si elle a été clôturée dans plusieurs ménages d'après nos sources. Les collecteurs circulent les après-midi avec un registre dans les ménages et les centres de négoce partout dans Cibitoke. Ceux qui collectent n'ont pas d'horaire journalier à suivre et sont munis de carnets de reçus de 6 heures à 18 heures. Le montant varie de 1 000 fbu dans les ménages (mari et femme) 3 000-5 000 fbu aux petits vendeurs et détenteurs de petits commerces. 10 000-50 000 fbu aux moyens commerçants (détenteurs de magasins ou boutiques dans les marchés et boutiques de grands centres). 100 000-500 000 fbu aux propriétaires de véhicules de transport; des détenteurs de débits de boissons et de ciment BUCECO et 100 000 fbu pour les coopératives du secteur aurifère. Pour celles-ci, ce montant peut atteindre 2 000 000-3 000 000 fbu.

Les collecteurs sont les responsables des organes du parti au niveau des collines et des zones. Cette opération se déroule dans une peur-panique extrême quant aux contributeurs et personnes n'ose lever la voix pour signaler un incident ou dénoncer ce qui ne marche pas. Les contributions sont forcées comme ailleurs. Certains parce qu'ils ne comprennent pas la raison de ces contributions donnent des rendez-vous sans fin, certains propriétaires de boutiques dans les centres et marchés de Buganda, Rugombo et Mugina ont vidé leurs petits commerces pour simuler leur faillite. A Buganda et Rugombo communes réputées dans la contrefaçon, certains présentent des faux reçus et faux bordereaux de versement pour ceux qui prétendent avoir payé sur les comptes du parti.

L'opinion locale s'observe de deux manières, d'une part, les membres du parti au pouvoir qui n'ont pas les moyens ou ceux qui réalisent qu'ils sont forcés, ils s'acquittent et gardent le silence. D'autre part, chez les neutres(les sans partis connus) préfèrent donner sans discussion pour ne pas s'attirer de graves accusations d'opposition ou d'atteinte à la sécurité, alors pour les membres des

partis comme CNL proche de Rwasa et ceux du FRODEBU ainsi que leurs sympathisants affirment catégoriquement qu'ils ne sont pas concernés par cette collecte.

En réalité, il est de constat que même les membres influents du parti au pouvoir sont forcés car ils donnent ces contributions à contrecœur, se plaignant de la grave pauvreté qui sévit dans le pays.

En marge de cette collecte, en date du 25 août 2025 était prévu l'accueil de nouveaux membres du parti au pouvoir. Chaque coopérative du secteur aurifère devait donner 100 000 fbu pour préparer cet accueil comme l'ont dit les collecteurs. D'après une source au sein du parti CNDD-FDD, les fonctionnaires contribuent doublement, d'une part dans les ménages et ensuite en tant que fonctionnaire de l'autre part. Les différents responsables (Titulaires de CDS, chefs de services différents, directeurs d'écoles, etc. doivent contribuer personnellement et en tant que chefs (cela dit qu'ils doivent toucher dans les caisses des services qu'ils représentent.

Quant aux recommandations, ceux contactés, reviennent sur le caractère volontaire que devraient revêtir ces contributions et réitère le Gouvernement d'arrêter et surseoir la décision. Ils demandent également aux ONG et associations de défense des droits humains (nationaux et internationaux), que cette collecte illégale et irrégulière soit catégoriquement dénoncée car derrière il se cache des voleurs tout en soulignant que plusieurs responsables utilisent leur statuts et des faux carnets de reçus pour collecter ces contributions pour leur propre compte

II.9. PROVINCE-BUJUMBURA RURAL

Le parti au pouvoir le CNDD-FDD demande des contributions à la population pour soutenir les élections et les activités politiques de ce parti dans tout le pays en général et dans les provinces Bujumbura et mairie en particulier. Comme les autres provinces n'ont pas hésité à répondre à cet appel forcé du parti au pouvoir pour soutenir forcément les activités du parti et les élections de 2025.

A titre d'exemple, le 31 août 2024, date de l'Imbonerakure day, dans tout le pays il y a eu des contributions pour faciliter le rassemblement des Imbonerakure de tout le pays dans la capitale économique du pays au cercle hippique.

En effet, les contributions souvent demandées sont (i) les frais de fonctionnement du parti: certains fonctionnaires et hauts cadres du pays sont exigés de contribuer chaque mois dès qu'ils reçoivent leurs salaires. Mais cela n'empêche que s'il y a une activité en cours comme la construction des permanences, les assistances sociales, les fêtes etc... On ne leur demande de l'argent ; (ii) d'autres sont pour soutenir les élections de 2025. Ces contributions sont collectées dans toutes les localités de la province Bujumbura dite rurale. On demande des contributions à la population en général à partir de 1 000 fbu, sur les lieux de travail publics et privés, les marchés etc.

Dans les marchés de Kabezi et de COTEBU, les commerçants ont été exigés à contribuer forcément aux élections. Un commerçant du marché de Kabezi devrait donner 5 000 fbu et plus, tout dépendait de la valeur de sa boutique. Un commerçant qui a une boutique ou shop dans le marché de COTEBU devrait donner 100 000 fbu sinon on fermait sa boutique.

Ces contributions sont souvent collectées par les Imbonerakure. Les incidents majeurs observés, certains commerçants du marché de COTEBU ont refusé à donner cette somme et leur boutique ont été temporairement fermées et ré-ouvertes après avoir payé cette somme. Cela montre que ces contributions sont forcées.

Vu que les prix de différentes denrées alimentaires ne cessent de monter, la pénurie de certains produits nécessaires à la survie d'une personne, la population locale se plaint de ces contributions qui l'enfoncent dans une pauvreté extrême.

Les recommandations des personnes sont en premières lieux adressées aux représentants du parti au pouvoir, les contributions pour le bon fonctionnement du parti doivent être demandées aux membres actifs du parti et non pas à la population, d'où alors il faut arrêter immédiatement ces contributions et remettre les frais déjà collectés à l'Etat qui doit surveiller les activités de tous les partis y compris le parti au pouvoir, d'où alors il faut qu'il arrête d'urgence cette collecte et revoit sa restructuration et planification.

II.10. BUJUMBURA MAIRIE

Jusqu' à ce jeudi 05 septembre 2024 la collecte continue dans le sud de la capitale économique comme au nord les jeunes Imbonerakure avec des reçus du CNDD-FDD passent d'une maison à une autre afin de vérifier si tous les ménages ont déjà payé la contribution de 1 000 fbu par personne en âge de voter.

Ils le font du matin jusqu' à 18 heures et le montant dépend de chaque personne paye 1 000 fbu les petites boutiques et les salons de coiffure 5 000 fbu alors que les grands magasins sont obligés de payer 10 000 fbu excepté les alimentations qui payent 20 000 fbu.

Autre chose à signaler c'est que au marché COTEBU sis à Ngagara en commune Ntahangwa tout près de la permanence nationale du CNDD-FDD le propriétaire des échoppes et stands sont obligés de payer une somme de 100 000 fbu, une autre information qui nous est parvenue c'est que les leaders des partis politiques doivent payer une somme de 60 000 fbu même si certains ont refusé de payer cette somme précisant que ce ne pas conformer à la loi.

La collecte de l'argent pour les campagnes électorales du CNDD-FDD vient après la collecte de l'argent pour l'achat des drapeaux de ce même parti au pouvoir dans toute la capitale économique

Des incidents d'abord intimidation de ceux qui refusent de cotiser, privation de certains services publics, dressage des listes de ceux qui n'ont pas cotisé ce qui sème la panique et la peur au sein des citoyens.

Ces contributions sont bel et bien forcées car celui qui ne le fait il est malmené et parfois il ne peut pas continuer à exercer dans la localité ou à avoir certains services publics ou administratifs donc pour pallier à ces sorts plusieurs personnes préfèrent payer sans aucune volonté.

Les citoyens voient en cela l'autoritarisme du parti au pouvoir en usant de la force pour leurs intérêts tout en bafouant les principes démocratiques et le droit de multipartisme et pour plusieurs personnes voient en cela, un signe éloquent que les prochaines échéances électorales seront bel et bien truquées au profit du CNDD-FDD car personne n'osera pas dénoncer ce qui s'est passée aux urnes et aux bureaux de vote.

Quant aux recommandations, plus d'un reviennent sur les partis politiques de l'opposition et les groupes de pression comme les organisations de la société civile de mettre en commun les efforts pour ramener la population à faire face à cette intimidation et recouvrer les droits bafoués par le CNDD FDD. Dénoncer ces abus avérés afin qu'ils soient connus partout pour ramener au gouvernement de faire cesser ces manœuvres dilatoires.

II.11. PROVINCE GITEGA

Dans la province Gitega, les contributions au parti CNDD-FDD a été faite dans toutes les communes. Les collecteurs disaient que ces fonds sont destinés à la préparation des élections 2025. La somme varie entre 1 000 fbu et 5 000 fbu selon les gens. Durant ces derniers jours, la circulation des Imbonerakure dans les ménages ont diminué.

Les collecteurs s'adressaient auprès des ménages à toute personne ayant l'âge de voter et surtout aux commerçants et ce sont les responsables du parti CNDD-FDD et des administratifs collinaires et communaux.

Un des habitants a révélé à la Ligue Iteka que l'équipe qui est allé chez lui était composée de trois personnes l'Imbonerakure collinaire, le chef zonal du CNDD-FDD dans la zone et en même temps Secrétaire Communal. N'étant pas membre d'aucun parti politique, lui faisant savoir, ils ont quitté sans insister. Pas d'incident majeur mais les collecteurs intimident souvent la population en leur disant que bientôt personne n'entrera au marché sans reçu justifiant qu'il a contribué aux élections.

Pa d'incident majeur mais au cours des premiers jours, il y avait des boutiquiers qui ont été contraints de fermer leurs boutiques s'ils refusent de donner 5 000F. Quand on essaie d'écouter les uns et les autres (sur certains lieux de rassemblement « les ligalas » et les véhicules, les uns disent que c'est incompréhensible de donner des contributions à un parti politique auquel on n'est pas membre. La population en général et ceux des partis d'opposition ne comprennent pas ce phénomène de comment les autorités administratives et judiciaires gardent le silence sur ces cas.

Des recommandations s'adressent aux responsables du parti au pouvoir en général de cesser ces intimidations et de s'adresser à leurs membres ; aux autorités administratives et judiciaires en particulier de ne pas garder le silence, de garantir la sécurité de tout citoyen sans considération d'appartenance politique.

II.12. PROVINCE MWARO

A Mwaro, ces contributions sont en train d'être collectées. Cela se fait sur les collines en passant d'un ménage à un autre ou chez les boutiquiers et commerçants aux chefs- lieux des communes ou de la Province. Sur les collines, un père de famille donne 2 000 fbu, une mère de famille ou un enfant de plus de 18 ans donne 1 000 fbu. Chez les commerçants, ces collecteurs leur demandent de donner un montant qu'ils veulent. Quant à la fréquence, les collecteurs de ces contributions viennent une fois et quand ils reçoivent de l'argent ils ne reviennent pas. Mais quand la personne leur donne un rendez-vous, ils reviennent prendre l'argent. Ces contributions sont collectées par des membres dévoués du parti au pouvoir ou les membres des comités mixtes. Ils sont envoyés sur leurs collines de naissance ou dans les quartiers où ils résident.

Il n'y a pas d'incident majeurs outre que la population paie ces contributions la mort dans l'âme craignant d'être mal vu ou pointé du doigt par les membres du parti CNDD-FDD. Ils se plaignent en cachette. Pour les boutiquiers et commerçants ils voient que c'est un piège car on ne leur dit pas le montant à payer. Ils disent qu'au moins, le montant devrait être fixé comme c'était le cas lors de la croisade de prière de la famille présidentielle en juin dernier en commune Nyabihanga.

De vue, on dirait que ces contributions ne sont pas forcées, la collecte se passe dans un dialogue sans intimidation mais en réalité c'est le contraire, à voir comment se comportent les membres du parti surtout les jeunes y affiliés, la population paie par crainte de représailles en période électorale pour les gens qualifiés de rivaux " Abakeba/opposants". Les gens paient pour sauver leur tête ou éviter d'être privé d'un droit quelconque. (Ex: être embauché pour un emploi).

L'opinion locale dit que cela vient aggraver la situation financière des ménages déjà précaire. La pauvreté fait rage dans beaucoup de ménages avec la flambée des prix des produits agricoles. Il est à constater de ces contributions, comme une façon de rançonner la population pour voir ceux qui paient et ceux qui y résistent pour qu'un moment venu, si quiconque vient chercher un service, il serait le moment de faire un triage de ceux à qui servir ou pas selon qu'il ait payé ou non, ceux n'ayant pas payé la contribution pour qu'il soit facile exclus. Aussi, le chef de L'Etat a déclaré sur la voix des ondes que l'argent pour les élections de 2025 est suffisant et disponible.

Selon les habitants de Mwaro, il serait préférable aux responsables du parti au pouvoir que les contributions auraient été demandées aux seuls membres du parti au pouvoir.

II.13. PROVINCE MURAMVYA

A Muramvya, une information parvenue à la Ligue Iteka en date du 30 août 2024 indique que depuis le 24 août 2024, les membres du parti CNDD-FDD sont en train de faire de la porte à porte dans tous les quartiers et collines de la province Muramvya, pour collecter par force une contribution à la prochaine campagne électorale de 2025 du CNDD FDD. Selon les sources visitées à domicile par ces 'collecteurs', chaque homme adulte doit donner entre mille et 5 000 fbu. Ceux qui acceptent reçoivent un reçu marqué du logo du CNDD-FDD, et ceux qui refusent sont notés dans un registre des gens appelés 'abakeba' ou 'ibipinga' signifiant des opposants, selon les mêmes sources. Ceux qui refusent apprennent qu'ils auront des problèmes avec l'administration, notamment l'obtention des documents tels que les attestations, extraits d'acte de naissance ou autres. De façon générale les contributions varient entre 1 000 et 10 000 fbu, les collecteurs sont les jeunes Imbonerakure et autres responsables collinaires du parti présidentiel.

Stupéfaite et résignée, la population de Muramvya parle des contributions forcées et se déroulent dans un climat d'intimidations car celui qui ne contribue pas n'aura rien à demander à l'administration territoriale ou à la justice.

Le Gouvernement doit arrêter immédiatement cette collecte et de remettre la somme collectée à ceux qui ne sont pas membres du CNDD-FDD. Au CNDD-FDD, de savoir que tous les partis politiques s'équivalent devant la loi.

II.14. PROVINCE KAYANZA

En province Kayanza plus particulièrement dans la ville de Kayanza il y a un mois que la population est soumise à donner des contributions pour les prochaines élections. Ces contributions données sont de l'argent en espèces d'une somme variant entre 2 000, 5 000, et 10 000 fbu. Les commerçants et les fonctionnaires de l'Etat donnent entre 5 000 et 6 000 fbu, et un simple paysan est obligé de donner au moins 2 000 fbu et en échange d'un billet de paiement. Dans la ville de Kayanza, des partisans du parti au pouvoir passent d'un kiosque à un autre pour la collecte de ces contributions. Dans des quartiers, les chefs de quartiers accompagnés par des Imbonerakure passent d'une maison à une autre demandant de l'argent et disent qu'en cas du refus d'obtempérer on se voit menacé par des paroles qu'après les élections celui ou celle qui ne contribuera pas pour les élections n'aura pas droit à certains documents au sein de l'administration et dans d'autres services publics. Les contributions sont forcées parce que celui qui ne contribue pas subit des injures de toute sorte et de la mise en garde.

L'opinion locale à mal accueilli ces contributions expliquant que ces derniers jours le président de la République a annoncé que l'argent des élections est disponible que celui qui contribuera pour les élections le fera de son gré mais qu'il n'y aura pas de l'obligation de le faire.

La population croupit dans une misère sans précédent d'où on ne devrait pas la soumettre à contribuer pour les élections et les membres du parti et ceux qui ne le sont pas étant donné que la population grogne beaucoup pour la pénurie des différents produits de premières nécessités dans le pays parmi eux le carburant qui fait que les prix de tous les produits grimpent énormément du jour au jour. D'ailleurs certains des habitants contactés à Kayanza disent qu'ils ne voulaient pas contribuer pour des élections qui ne seront pas inclusives quand ils partent de la mise en place des membres des CEPI et des CECI qui est émaillée de plusieurs irrégularités où le parti au pouvoir a beaucoup dominé.

Il serait recommandé premièrement au gouvernement burundais de bannir à jamais cette pratique de collecter des contributions pour tout le monde, ceux qui le veulent et ceux qui ne le veulent pas. Deuxièmement, deuxièmement à la population de sortir de leur silence et refuser ouvertement cette décision de les faire contribuer par force. Enfin, à la communauté internationale d'intervenir pour arrêter ce phénomène sinon la période des élections s'annonce mal et le risque de la violence massive est évident.

II.15. RPROVINCE MAKAMBA

En province de Makamba, les contributions forcées ont débuté depuis le 24 août 2024 des Imbonerakures de toutes les collines passent de ménages par ménages pour la collecte des contributions liées aux élections qui seront utilisées par le parti CNDD-FDD lors des campagnes électorales 2025. Les collecteurs disent aux contribuables que c'est une obligation nationale si non qu'ils pourront perdre certains documents à la commune et autres avantages.

Les montants varient selon les moyens des contributeurs dans les ménages, entre 1 000 fbu et 2 000 fbu ceux qui possèdent des kiosques à boutiques donnent 5 000 fbu, les petites usines de transformations donnaient 10 000 fbu, les grandes entreprises donnaient 50 000 fbu comme les hôtels. Les collecteurs étaient les chefs de quartiers, les collinaires dont tout le staff de l'administration de base, les responsables collinaires du parti, les Imbonerakure à la base et les leaders des femmes tous militants du parti CNDD-FDD.

Dans certaines localités les motos et véhicules étaient stoppés sur des barrières, intimidations de la part des collecteurs mais aussi ceux qui ont besoin d'acheter du sucre doivent présenter des reçus de paiement. Ces contributions sont forcées car il y a des mots qui sont proférés comme pourquoi tu ne veux pas être sur la liste des autres? Tu ne veux pas des élections? Comme tu ne contribue pas tu montres que je vous dirige sans que vous me respectiez etc, et la plupart contribue à contre cœur de peur de probables représailles et le qualifie de vol.

Il se remarque une brutalité dans ce travail de collecte des fonds aux citoyens en leur demandant de l'argent alors qu'ils sont dans une pauvreté extrême alors que selon le secrétaire général du CNDD-FDD, la contribution était volontaire, les collecteurs devraient rester aux bureaux du parti CNDD-FDD pour attendre là les contribuables et non pas rafler ménage par ménage. Ceux qui n'ont pas donné de l'argent seront considérés comme des dissidents qui ont refusés l'ordre public

Selon certains, il serait judicieux de remettre l'argent volé si possible à la population par les responsables du parti au pouvoir à la base et revoir le plan de la collecte, non par le parti mais plutôt l'Etat comme pour les élections de 2020. Au cas contraire, seuls les membres du CNDD-FDD seraient concernés par cette collecte, ce qui n'est pas le cas.

ILLUSTRATION :

Une somme comprise entre 1 000 et 2 000 fbu est exigée moyennant un reçu avec un logos du CNDD-FDD sur lequel on peut lire contribution aux élections de 2025. Certains de ces collecteurs se positionnent sur les barrières à côté des percepteurs des taxes communales. Chaque passant à véhicule, à moto ou à vélo est contraint de payer 2 000 fbu chacun. Certains responsables administratifs qui passent dans les ménages intimident les habitants en disant "Si vous ne payez pas, vous aurez prouvé que nous ne sommes pas acceptés dans l'entourage". Certains disent qu'ils sont obligés de payer cet argent de peur des représailles qui pourraient s'en suivre. Ils déplorent le paiement de cet argent pour le compte du CNDD-FDD alors qu'ils ne sont pas membres de ce parti. Les responsables du parti CNL et autres partis qui se réclament de l'opposition accusent le parti CNDD-FDD de harcèlement de leurs militants vue que les responsables administratifs et ceux du CNDD-FDD ont toujours arrêté les militants des autres partis qui tentaient de collecter les contributions de leurs partis politiques respectifs . Ils demandent l'arrêt immédiat de ces contributions surtout que les habitants sont dans une extrême pauvreté. La même source dit que dans une réunion tenue début Août à la permanence nationale du CNDD-FDD, les militants du CNDD-FDD ont été informés qu'ils doivent collecter une somme de 4 milliards pour la seule province.

1. Zone NYANZA LAC:12 396 000 fbu
2. Zone MUYANGE : 1 383 000 fbu
3. Zone MUKUNGU:0 fbu
4. Zone KAZIRABAGENI : 1 004 000 fbu
5. Zone MUKUBANO : 0 fbu
6. Zone MABANDA : 816 000 fbu
7. Zone GITARA : 2 058 000 fbu
8. Zone KAYOGORO : 164 000 fbu
9. Zone MPINGA:744 000 fbu
10. Zone VUGIZO : 546 000 fbu
11. Zone KABONGA:589 000 fbu
12. Zone GISHIHA : 0 fbu
13. Zone KAYOVE : 0 fbu

II.16. PROVINCE BURURI

En province de Bururi, ces contributions se déroulent à la normale ce sont des Imbonerakure qui font des collectes en passant de ménages par ménages. L'opération se fait dans toutes les communes, Bururi, Vyanda, Songa, Matana et Rutovu pour les élections de 2025 et le montant varie entre 1 000 fbu et 2 000 fbu par personne et plus de 5 000 fbu suivant la possibilité. Au marché de bétail à Bururi la collecte se fait les mercredis et dimanches un montant de 5 000 fbu des deux côtés celui qui vend et l'autre qui achète.

La collecte se fait par des Imbonerakure en collaboration avec les autorités administratives. Les habitats n'ont pas le droit d'acheter du sucre et n'ont pas d'accès aux documents administratifs sans montrer le reçu de paiement. Ces contributions sont forcées parce que certains citoyens grognent en cachette d'autres payent à contre cœur de peur de représailles. Certains qualifient de vol au moins si cet argent sert dans les projets de l'Etat, les autres disent qu'il y a de l'injustice car ils sont contraint de contribuer pour le parti dans lequel ils n'appartiennent pas

En guise d'illustration, en date du 5 septembre 2024 les jeunes Imbonerakure dont le chef de quartier Ville Bururi Régis Karim Abdoul Irakoze exigeaient aux habitants de cette ville d'exhiber d'abord le reçu du parti CNDD FDD témoignant qu'ils ont contribué aux prochaines élections avant de recevoir un kg de sucre. Selon des témoins oculaires, la distribution de ce produit se déroulait devant les bureaux de la direction communale de l'éducation de Bururi. Certains ont contribué sur place pour avoir le droit d'acheter 1kg du sucre.

II. 17. PROVINCE RUMONGE

En province Rumonge, des jeunes imbonerakure sillonnent les collines pour collecter une somme de 1 000 fbu par personne. Ces jeunes imbonerakure sont munies des reçu du parti CNDD FDD qu'ils donnent à toute personne qui donne cette contribution et doit mentionner son nom et son numéro de téléphone selon un jeune imbonerakure qui collecter cet argent. À Buyengero la population n'avait pas droit d'accéder au marché de kabumbiri en date du 19 août 2024 avant le paiement de ces contributions. Le représentant du parti CNDD FDD dans la zone Mudende et chef des jeunes imbonerakure supervisaient cette activité

Ces contributions sont pour financer la campagne électorale du parti CNDD FDD selon le message des responsables de collecte. Ces contributions se font tous les jours depuis le 19 août 2024 avec des reçus de l'emblème du parti. Au début on passait de maison en maison, même sur les lieux publics pour profiter des personnes qui aille pour des travaux quelconques par exemple lors de l'élaboration de la liste des bénéficiaires du sucre on devrait avoir le reçu. Le montant est différent suivant les catégories boutiquières, petit commerçant, etc., un simple paysan payait 1 000 fbu.

Celui qui ne donne pas ces contributions n'a pas droit aux services administratifs, au sucre de la SOSUMO et aux autres avantages, il est indexé comme un opposant contre le CNDD FDD et risque sa vie. Ces contributions sont forcées parce qu'en date du 4 septembre 2024 ce qui a été confirmé par le Gouverneur de Rumonge qui a tenu une réunion à l'égard des dirigeants du parti de la base à la province et d'autres chefs de services membres du parti de ne plus accepter aucune personne dans leur bureau sans le reçu de paiement. (Informations données par l'une des participants à cette réunion.). Il y en a parmi les membres du parti qui sont contre cette collecte mais qui font la contribution pour se couvrir et protéger contre les menaces. Les gens regrettent que qu'on les impose à financer un parti dont ils ne sont pas membres.

A Rumonge, lors de ces contributions forcées, le parti CNDD FDD inaugure un holdup électoral en préparation et laissera croire que tous ceux qui ont donné ces contributions sont des membres de ce parti. Et penser qu'il a déjà gagné avant le jeu électoral.

Le président de la République, quoique membre du parti CNDD-FDD, devrait couper court avec ce phénomène ; aux dirigeants du parti à la base de ne plus menacer leurs voisins qui ne sont pas du même parti.

II. 18: PROVINCE BUBANZA

A Bubanza, les contributions du parti CNDD-FDD pour les élections 2025 sont collectées tous les jours et particulièrement les jours des marchés surtout dans les ménages, kiosques et boutiques et pendant la nuit et la journée. Le montant varie entre 1 000 et 100 000 fbu et les responsables de la collecte sont les Imbonerakures sur toutes les collines de Bubanza

A part des intimidations qui entourent ce travail, de ne pas recevoir des documents administratifs et soins de santé sans toutefois montrer ce reçu du parti de l'aigle, aucun incident majeur. Ceux qui font la collecte disent à la population que ceux qui ne contribuent pas n'auraient plus accès à l'administration communale où au poste de santé ceci pour démontrer le caractère forcé de cette contribution électorale.

Certaines personnes qui osent dévoiler leurs opinions souhaiteraient que cette collecte soit arrêtée et laisser libre à la population pour contribuer volontairement. Elles qualifient d'une intimidation du parti présidentiel et qui prépare de gagner les élections par force et aussi par tricherie. « Il faut l'état arrête ce genre de collecte et demande au parti CNDD FDD de collecter la somme à leurs membres non ceux qui ne sont pas membres de ce parti car tous partis sont égaux devant les lois » demandent-elles.

III. ANNEXE:

- Modèle de reçue

CNDD-FDD
INTERERANO Y'AMATORA YO MU
MWAKA WA 2025
IZINA: [blank]
INTARA: Kijumbira...
KOMINE: Ntanga...
ZONE: Ntanga...
INTERERANO:
100.000 Fbu